

# **E 5617**

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

TREIZIÈME LÉGISLATURE

**SÉNAT**

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2009-2010

---

Reçu à la Présidence de l'Assemblée nationale  
Le 15 septembre 2010

---

Enregistré à la Présidence du Sénat  
Le 15 septembre 2010

## **TEXTE SOUMIS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION**

PAR LE GOUVERNEMENT,

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET AU SÉNAT

**Virement de crédits** n° DEC49/2010 - Section III - Commission - de l'exercice financier 2010.

13375/10





**CONSEIL DE  
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 9 septembre 2010  
(OR. en)**

**13375/10**

**FIN 382**

**NOTE DE TRANSMISSION**

---

Origine: Monsieur Janusz LEWANDOWSKI, membre de la Commission européenne  
Date de réception: 9 septembre 2010  
Destinataire: Monsieur Melchior WATHELET, président du Conseil de l'Union européenne  
Objet: Virement de crédits n° DEC49/2010 - Section III -  
Commission - de l'exercice financier 2010

---

Les délégations trouveront ci-joint le document de la Commission - DEC49/2010.

p.j.: DEC49/2010



COMMISSION EUROPÉENNE

BRUXELLES, LE 07.09.10

BUDGET GÉNÉRAL - EXERCICE 2010  
SECTION III - COMMISSION TITRES 23, 40

VIREMENT DE CRÉDITS N° **DEC49**/2010

---

EN EUROS

**ORIGINE DES CRÉDITS**

**DU CHAPITRE** - 4002 Réserves pour les interventions financières

ARTICLE - 40 02 42 Réserve d'aide d'urgence

CE - 40 000 000

**DESTINATION DES CRÉDITS**

**AU CHAPITRE** - 2302 Aide humanitaire, y compris l'aide aux personnes déracinées,  
l'aide alimentaire et la préparation aux catastrophes

ARTICLE - 23 02 01 Aide humanitaire

CE 40 000 000

## I. RENFORCEMENT

### a) Intitulé de la ligne

#### 23 02 01 - Aide humanitaire

### b) Données chiffrées à la date du 24/08/2010

	CE
1A. Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	521 018 000
1B. Crédits de l'exercice (AELE)	0
2. Virements	112 000 000
<hr/>	
3. Crédits définitifs de l'exercice (1A+1B+2)	633 018 000
4. Exécution des crédits définitifs de l'exercice	624 250 000
<hr/>	
<b>5. Crédits inutilisés/disponibles (3-4)</b>	<b>8 768 000</b>
<b>6. Besoins jusqu'à la fin de l'exercice</b>	<b>48 768 000</b>
<b>7. Renforcement proposé</b>	<b>40 000 000</b>
8. Pourcentage du renforcement par rapport aux crédits de l'exercice (7/1A)	7,68%
9. Pourcentage des renforcements cumulés en application de l'article 23 §1 b et c du RF, calculé selon l'article 17bis des modalités d'exécution par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	n/a

### c) Recettes provenant de recouvrement reportées (C5)

	CE
1. Crédits disponibles en début d'année	275 216
2. Crédits disponibles à la date du 24/08/2010	247 107
3. Taux d'exécution [(1-2)/1]	10,21%

### d) Justification détaillée du renforcement

Au 20 août 2010, le taux d'exécution global des crédits d'engagement inscrits sur les trois lignes opérationnelles (230201 Aide humanitaire; 230202 Aide alimentaire; 230203 Préparation aux catastrophes) du budget de l'aide humanitaire était de 98 %.

Ce taux d'exécution élevé est conforme à la stratégie opérationnelle et à la planification budgétaire de 2010 établies par la Commission et présentées à la commission du développement (DEVE) du Parlement européen ainsi qu'à la réunion du groupe de travail «Aide humanitaire et aide alimentaire» (COHAFA) du Conseil en novembre 2009. Sur la base de son évaluation des besoins humanitaires, la Commission détermine, pour les crises de longue durée, une dotation budgétaire préliminaire par pays pour l'année à venir. Conformément aux orientations du Conseil et du Parlement européen, au moins 15 % des crédits inscrits sur la ligne du budget opérationnel initial restent non affectés pour permettre de faire face à l'évolution des priorités et à de nouveaux besoins.

Les crédits inscrits au budget initial qui n'avaient pas été affectés ont déjà été utilisés intégralement pour des interventions dues à de nouvelles crises ou à l'aggravation de crises, comme la détérioration de la situation en Somalie, l'aide au retour des réfugiés au Sri Lanka, le conflit au Yémen, les violences au Kirghizstan, une série de catastrophes naturelles de faible ampleur, la récente crise alimentaire dans la ceinture de sécheresse africaine et les inondations provoquées par la mousson au Pakistan. Il convient de noter que, dès janvier 2010, le budget de l'aide humanitaire a fait l'objet d'un renforcement de 112 millions d'EUR en crédits d'engagement par un virement de crédits provenant de la réserve d'aide d'urgence, afin de répondre

aux besoins humanitaires résultant du séisme en Haïti. Par ailleurs, la Commission a introduit une demande de renforcement budgétaire de 40 millions d'EUR à prélever sur la réserve d'aide d'urgence pour faire face à l'aggravation de la crise alimentaire au Soudan et dans la région sahélienne de l'Afrique de l'Ouest (voir proposition de virement DEC 40, transmise le 23 juillet 2010).

Le montant des fonds disponibles dans le chapitre de l'aide humanitaire pour les trois lignes réunies s'élève actuellement à 23 millions d'EUR, si l'on inclut les recettes affectées. Ces fonds serviront pour des interventions déjà programmées ou des besoins définis.

Un montant de 70 millions d'EUR a déjà été engagé à la suite des inondations survenues au Pakistan: d'abord, 30 millions d'EUR par une réorientation de l'aide humanitaire qui était initialement prévue pour le Pakistan en 2010 et qui devait couvrir les besoins des personnes affectées par le conflit interne et, ensuite, 40 millions d'EUR supplémentaires provenant du montant disponible total dans le budget de l'aide humanitaire.

Compte tenu de l'urgence, tous les fonds disponibles ont été engagés. Étant donné qu'il n'y pas de ressources disponibles dans le chapitre de l'aide humanitaire et que plus aucun redéploiement n'est possible, la Commission demande un renforcement des crédits d'engagement de 40 millions d'EUR à prélever sur la réserve d'aide d'urgence.

Le renforcement demandé à présent est nécessaire, d'une part (30 millions d'EUR), pour financer de nouvelles interventions au Pakistan (notamment les opérations qui étaient envisagées au départ mais qui ont été différées compte tenu des besoins plus urgents consécutifs aux inondations provoquées par la mousson) et, d'autre part (10 millions d'EUR), pour réapprovisionner la réserve opérationnelle minimale. La réserve, qui s'élève à 30 millions d'EUR au total (voir également DEC 40), devrait être disponible pour couvrir à la fois les catastrophes naturelles et les conflits nouveaux ou en cours d'aggravation. Pour des raisons d'ordre climatique, la plupart des catastrophes naturelles de faible ampleur surviennent généralement au second semestre de l'année, pendant la saison des pluies de mousson, des typhons et des cyclones, qui sont à l'origine de vents violents et d'inondations, notamment en Asie du Sud, en Amérique centrale et dans la région des Caraïbes.

Il n'est pas nécessaire, pour l'instant, de demander des crédits de paiement supplémentaires issus de la réserve d'aide d'urgence. Les versements de préfinancements immédiats - qui représentent généralement 80 % - au début des opérations humanitaires sont actuellement couverts par les crédits disponibles sur la ligne concernant l'aide humanitaire. En cas de besoin, un rééquilibrage peut être opéré au moyen de crédits de paiement supplémentaires dans le cadre du «virement global», que la Commission présentera en octobre pour ajuster les crédits de paiement dans l'ensemble des lignes budgétaires en fonction de l'état de l'exécution.

Pour avoir une description détaillée du contexte et de l'utilisation prévue des fonds, veuillez consulter l'exposé des motifs joint en annexe.

## II. PRÉLÈVEMENT

### a) Intitulé de la ligne

#### **40 02 42 - Réserve d'aide d'urgence**

### b) Données chiffrées à la date du 18/08/2010

	<b>CE</b>
1A. Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	248 882 000
1B. Crédits de l'exercice (AELE)	0
2. Virements	-152 000 000
<hr/>	
3. Crédits définitifs de l'exercice (1A+1B+2)	96 882 000
4. Exécution des crédits définitifs de l'exercice	0
<hr/>	
<b>5. Crédits inutilisés/disponibles (3-4)</b>	<b>96 882 000</b>
<b>6. Besoins jusqu'à la fin de l'exercice</b>	<b>n.a.</b>
<b>7. Prélèvement proposé</b>	<b>40 000 000</b>
8. Pourcentage du prélèvement par rapport aux crédits de l'exercice (7/1A)	16,07%
9. Pourcentage des prélèvements cumulés en application de l'article 23 § 1 b et c du RF, calculé selon l'article 17 bis des modalités d'exécution par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	n/a

### c) Recettes provenant de recouvrement reportées (C5)

	<b>CE</b>
1. Crédits disponibles en début d'année	0
2. Crédits disponibles à la date du 18/08/2010	0
3. Taux d'exécution [(1-2)/1]	n/a

### d) Justification détaillée du prélèvement

La réserve d'aide d'urgence est destinée à permettre de répondre rapidement à des besoins spécifiques d'aide à des pays tiers, à la suite d'événements qui n'étaient pas prévisibles lors de l'établissement du budget. Cette réserve vise en priorité à couvrir des actions à caractère humanitaire, mais aussi, le cas échéant, la gestion civile d'une crise et la protection civile (point 25 de l'accord interinstitutionnel signé le 17 mai 2006).

Le montant de la réserve d'aide d'urgence initialement inscrit au budget 2010, à savoir 248,9 millions d'EUR, a été réduit à plusieurs reprises au cours de l'exercice. Un montant de 112 millions d'EUR a été viré sur les lignes budgétaires de l'aide humanitaire, pour répondre aux besoins résultant du séisme en Haïti. Ensuite, un virement de 40 millions d'EUR a été approuvé par l'autorité budgétaire pour financer les besoins de l'Autorité palestinienne et de l'Office de secours et de travaux des Nations unies (UNRWA).

Le 23 juillet 2010, la Commission a introduit une demande de renforcement budgétaire de 40 millions d'EUR (DEC 40) à prélever sur la réserve d'aide d'urgence pour faire face à l'aggravation de la crise alimentaire au Soudan et dans la région sahéenne de l'Afrique de l'Ouest.

La présente proposition de mobilisation de la réserve d'aide d'urgence à hauteur de 40 millions d'EUR servira essentiellement à compléter la réponse rapide aux victimes des inondations au Pakistan.

En cas d'approbation, les deux virements proposés (DEC 40 et DEC 49) laisseront un solde disponible de 16,9 millions d'EUR dans la réserve d'aide d'urgence.

Par la présente proposition de mobilisation de la réserve d'aide d'urgence, la Commission engage la procédure de trilogue sous forme simplifiée, conformément au point 25 de l'accord interinstitutionnel du 17 mai 2006, afin d'obtenir l'accord des deux branches de l'autorité budgétaire sur la nécessité du recours à la réserve et le montant requis. La Commission invite la première des deux branches de l'autorité budgétaire qui parvient à un accord sur le recours à la réserve, au niveau politique approprié, à informer l'autre branche ainsi que la Commission de ses intentions. En cas de désaccord de l'une des deux branches de l'autorité budgétaire, un trilogue formel sera organisé.



**EXPLANATORY MEMORANDUM**  
**ADDITIONAL COMMITMENT APPROPRIATIONS REQUESTED FOR**  
**THE BUDGET LINE 23 02 01 HUMANITARIAN AID IN ORDER TO COVER INCREASED HUMANITARIAN NEEDS**  
**FOR**  
**THE MONSOON FLOODS IN PAKISTAN**

This explanatory memorandum provides the actual context of the humanitarian situation in Pakistan and the justification for the urgent need to provide additional funding in the amount of EUR 40 million.

**1. Country Context**

Pakistan ranks 141<sup>st</sup> in the Human Development Index and –before being hit by the current flooding- its vulnerability was categorised by the Commission's global humanitarian needs assessment as medium-level. The country is affected by several conflicts and frequent natural disasters, whose impact is particularly pronounced in the most vulnerable, remote and under-developed areas of the country. On average, 2 million people out of a population of 170 million are affected every year by natural disasters.

The current flooding places a large number of people in a double crisis situation, one man-made and one natural. Since 2008, the Pakistani regions of Baluchistan, Federally Administered Tribal Areas (FATA) and Khyber Pakhtunkhwa Province (KPP) have been exposed to violence between different militant groups and the Pakistani armed forces. Fighting between the army and militants triggered displacement from August 2008 onwards. In April 2009, a major offensive by the army against pro-Taliban militants in several regions triggered massive displacement, resulting in 2.7 million officially registered Internally Displaced Persons (IDPs) by June 2009. Therefore, before the flooding that started in July 2010, there were already around 5 million conflict affected persons in the country, concentrated in provinces bordering on Afghanistan.

**2. The flooding**

The current monsoon season has brought unusually high levels of rainfall, leading to floods covering a landmass comparable to the size of Italy. On 11 August 2010, based on an estimate of 14 million people affected by the flooding, the United Nations (UN) launched a Pakistan Initial Floods Emergency Response Plan (PIFERP), which was agreed with the Government of Pakistan (GoP). Moreover, as the flooding continues in Sindh Province, the Government of Pakistan has estimated that as many as 20 million people could now be affected by the floods in the country, mainly in Khyber Pakhtunkhwa Province (KPK), Punjab and Sindh Provinces. The most recent UN situation report dated 18 August 2010 indicates that the flooding is likely to continue as the flood wave moves south into Balochistan and Sindh provinces. The entire area of Gilgit-Baltistan in the North cannot be reached by road as the Karakoram highway continues to be blocked.

The resilience and the capacity of people to cope, particularly in areas affected by conflict in KPK, is stretched. **Many markets are still functioning, but the purchasing power of flood affected people has been dramatically curtailed.** Conditions in spontaneous concentrations of displaced flood affected people are miserable, with sanitation particularly poor; there is increasing morbidity, particularly watery diarrhoea amongst young children. The floods have contaminated and damaged fresh water sources (springs and tube wells),

depriving the population of clean drinking water. Also, **tents and Non-Food Item kits need to be provided to people living in spontaneous settlements near their homes and for those whose houses have been completely destroyed.** Large numbers of people have not yet received aid of any kind.

The national wheat stock is estimated to be at least 4 million metric tonnes and appears not to have been significantly affected by the floods so far. However, urgent food assistance is still required in areas where people have lost everything. Moreover, there will be medium term food security impacts due to disruption to the agricultural cycle for the winter plantings, shortages of fodder and disease amongst livestock.

### **3. Priority Needs**

In its initial reaction to the crisis, the Commission has, to the extent possible, directed assistance under Decision ECHO/PAK/BUD/2010/01000 of 30 July 2010 to cover needs of people affected by the internal conflict in Pakistan to respond to some of the immediate needs created by the floods. However, as this decision covers only specific parts of the country and as the number of affected people was rising quickly, a EUR 10 000 000 emergency funding Decision was adopted on 10 August. It was based on an estimate of 4 million people affected by the flooding due to the monsoon rains (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs – UNOCHA, 8 August). Since then, however, the situation has rapidly and drastically worsened, bringing the number of affected people to at least 15,4 million (National and Provincial Disaster Management Authorities, 18 August).

Priority needs are food assistance, basic health needs, in particular related to contaminated water and hygiene, shelter, logistics and non-food items.

### **4. Overview of existing and planned EU assistance for Pakistan floods**

As of 20 August 2010, EUR 70 million has been committed by the European Commission. A further EUR 130,8 million have been committed by Member States, including in-kind contributions, bringing the total EU humanitarian effort up to EUR 200.8 million.

## Provisional humanitarian emergency assistance from the EU Budget and Member States (situation as of 20 August 2010)

EU Donor	Humanitarian Aid Funding in EUR (flooding) - committed (information taken directly from the 14 points application) (1)
European Commission/ - ECHO (2)	70.000.000
Austria	-
Belgium	2.000.000
Bulgaria	-
Cyprus	-
Czech Republic	160.000
Denmark	8.254.362
Estonia	64.000
Finland	4.400.000
France	1.050.000
Germany	25.000.000 (committed) (€ 9.739.720) (contracted)
Greece	100.000
Ireland	200.000
Italy	1.131.641
Luxemburg	500.000
Malta	
Netherlands	3.000.000
Poland	50.000
Slovak Republic	50.000
Slovenia	10.000
Spain	3.429.464
Sweden	10.148.942
United Kingdom	66.720.856
<b>TOTAL</b>	<b>€ 196.269.265</b>

(1) Cash contributions as reported by MS in the 14 points system (excluding the in kind contribution reported: France 817.500 EUR, Italy 198.359 EUR, Slovakia 80.000 EUR, Spain 125.000 EUR & United Kingdom 3.287.449 EUR).

(2) Funding decisions of EUR 40 million were already adopted and a further funding decision of EUR 30 million adoption was pending on 20 August.

### **5. Use of the requested reinforcement from the EAR**

The Commission has already provided emergency assistance and intends to use the additional funding to address the following aid sectors:

#### **Food assistance**

Urgent food assistance is still required in areas where people have lost everything. The UN led food cluster continues to estimate that 6 million people are in need of food assistance over the next three months, though this number may rise. There are urgent needs for fodder for livestock and agricultural inputs for the winter, “rabi” plantings need to be provided by late September.

Over 3.2 million hectares of standing crops representing 16% of the cultivable area have been damaged or lost. More than 50 percent of the rural population in Pakistan is landless. This group is particularly vulnerable as it has lost its income from casual labour. It has little in the way of disposable assets and very limited collateral against which to raise debt.

### **Health**

In some locations, health facilities and medicines stocks have been damaged or destroyed by the floods. Flood-related health problems are on the rise; with reports of increased incidence of watery diarrhoea, scabies (skin diseases), acute respiratory tract infections, malaria, dengue fever, and cholera. It is imperative to expand health services to all flood-affected areas. Cholera and diarrhoea centres are being established.

There was already a high level of baseline malnutrition of 13 percent Global Acute Malnutrition, which can quickly worsen without timely and appropriate assistance.

### **Shelter & Non-Food Items**

**The overall need for emergency shelter has increased rapidly, compounded by the evacuation and migration of at risk populations. Large volumes of plastic sheeting (meeting minimum standards) will be required as stocks of locally available tents will not meet the need.**

### **WASH (water, sanitation, hygiene):**

Floods have contaminated and damaged water sources (springs and tube wells), depriving the population of clean drinking water. The affected population is in need of hygiene kits. Needs are particularly acute in Punjab and Sindh.

Solid waste management is an issue as well, with open defecation on the rise and limited uses of soap. There is an urgent need to provide clean drinking water to the affected population and repair water sources as well as the provision of sanitation facilities.

### **Protection:**

While not a pronounced issue at this stage, there are continuing reports of insurgent activity. This is likely to increase once the floods are receding. In addition, the specific vulnerability of women needs to be taken into account.

### **Needs Assessment:**

A first phase of indicative rapid assessments was completed by 18<sup>th</sup> August. A second wave of more comprehensive assessments (multi-Cluster Rapid Assessment Methodology -McRAM's) completed end of August will be used as the basis to revise the Pakistan Initial Floods Emergency Response Plan (PIFERP).

The main potential recipients of this additional funding will be: European NGOs signatory to the Framework Partnership Agreement with DG ECHO; societies of the Red Cross movement; and United Nations agencies signatory to the Financial Administrative Framework Agreement, which specialised in humanitarian aid (e.g. the World Food Programme, the United Nations Development Programme and the World Health Organisation).